

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

ONU

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies est évidemment chargé d'assurer la protection et la promotion des droits de l'homme dans le monde. Or, le 28 octobre, l'Arabie séoudite a été élue à la direction de cette institution avec la complicité active ou passive des grands États démocratiques.

Le royaume séoudien, qui est plus exactement un familialisme, a fait exécuter 153 personnes en 2015, soumet ses opposants à la peine du fouet, érige au rang de principe la sujétion perpétuelle des femmes, impose aux travailleurs immigrés une condition servile et organise leur déportation massive lorsqu'ils ont cessé d'être utiles : en moins d'un an, plus de huit cent mille Somaliens, Éthiopiens ou Yéménites ont été expulsés, au sens le plus violent du terme, et certains ont été exécutés pendant leur transport.

Le gouvernement français aurait dû organiser la riposte à cette élection, par tous les moyens diplomatiques possibles. Comme la droite avant lui, il préfère pactiser avec un régime qui n'est rien d'autre qu'un « État islamique » institué et qui finance massivement la propagande salafiste-wahhabite dont le caractère subversif est avéré.

Centres-villes



p. 4

Démographie

Onze milliards
d'humains en 2100

p. 6-7

Presse

Laurent
Mauduit

p. 10

Chasse gardée

Promulguées le 25 avril 2016, la loi ordinaire et la loi organique concernant la « modernisation » des règles applicables à l'élection présidentielle visent à éliminer le plus grand nombre possible de candidats. Telle est la logique de l'oligarchie.

Logique, en effet. L'oligarchie est le régime dans lequel le pouvoir est réservé à un petit nombre de dirigeants. Il faut donc qu'il y ait très peu de candidats. Depuis Valéry Giscard d'Estaing, les dirigeants se sont ingéniés à restreindre la possibilité d'être candidat à la présidentielle. En 1976, il avait été décidé de porter de 100 à 500 le nombre des parrainages et, de surcroît, les élus présentant un candidat devaient envoyer par La Poste leur déclaration signée au Conseil constitutionnel alors qu'auparavant (1965, 1969 et 1974), les candidats portaient eux-mêmes les signatures. La publication d'un certain nombre de signataires par voie de tirage au sort était également une incitation à la « sagesse » pour les élus des petites communes qui souhaitaient présenter des candidats réputés marginaux. Les pressions des préfets, des présidents des collectivités décentralisées et des dirigeants locaux des grands partis complétaient ce dispositif.

Les « petits » candidats pouvaient certes se présenter, mais ils bénéficiaient souvent de l'aide d'un grand parti qui voulait gêner le camp d'en face. La droite pouvait par exemple faciliter la candidature d'un militant d'extrême gauche...

L'élection présidentielle de 2017 est différente : la droite et la gauche estiment

que Marine Le Pen sera présente au deuxième tour, ce qui signifie que le premier tour est décisif pour le candidat de droite comme pour le candidat de gauche. Il faut donc que chacun mobilise tout son électorat d'entrée de jeu en éliminant autant que possible les petites candidatures. Comme par hasard, deux socialistes (Bruno Le Roux et Jean-Jacques Urvoas) ont fait adopter en avril un dispositif législatif qui vise à établir un système de démocratie restreinte :

- les parrainages doivent être à nouveau transmis par courrier et la publicité des signataires sera intégrale. Cette technique d'intimidation sera d'autant plus efficace que le Conseil constitutionnel rendra publics sur Internet, au moins deux fois par semaine, les noms et qualités de ceux qui ont accepté de parrainer un candidat ;

- les candidats marginaux qui parviendront à obtenir les 500 signatures requises ne pourront plus bénéficier de la règle d'égalité qui s'appliquait à tous les candidats dans l'audiovisuel. Hors campagne officielle à la radio et à la télévision, les temps de parole seront régis par un « principe d'équité » en fonction de la représentativité des candidats et de la contribution de chacun à l'animation du débat électoral. Cette représentativité sera établie en fonction des précédents résultats électoraux du candidat et des sondages d'opinion. Ainsi, le candidat nouveau venu sera facilement éliminé : s'il ne peut investir des millions d'euros, il ne pourra pas participer à l'animation de la campagne et sera au plus bas dans les sondages - dont on a pu vérifier à d'innombrables reprises le caractère hypothétique ou fallacieux.

Il est évident que la campagne électorale est organisée pour que l'élection prési-

dentielle devienne une chasse gardée des trois grandes formations : Parti Les Républicains, Parti socialiste et Front national. N'oublions pas que le Front national qui dénonçait naguère la Bande des Quatre fait maintenant partie de la Bande des Trois et s'accommode sans états d'âme de l'entreprise oligarchique de confiscation de la présidentielle.

Nous souhaitons bien entendu que cette entreprise échoue. Des élus, en grand nombre, ne se laisseront pas intimider. Des candidats qui animent déjà la campagne - Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Luc Mélenchon - peuvent faire de remarquables percées tant il y a d'électeurs lassés par la langue de bois des socialistes et des Républicains qui tentent de masquer l'échec des recettes appliquées depuis trente ans. Les restrictions aux candidatures et à l'expression publique des petits candidats signifient que les partis oligarchiques sont sur la défensive. Oui, Jean-Luc Mélenchon peut devancer François Hollande. Oui, Nicolas Dupont-Aignan peut prendre des voix au candidat de la droite. Les jeux ne sont pas faits.

Annette DELRANCK

Élection

Jacques Sapir a été élu en octobre à l'Académie des Sciences de Russie, à titre de « membre étranger ».

Nous adressons à notre ami nos très chaleureuses félicitations pour cette élection qui honore la recherche française en économie et qui souligne l'importance du travail scientifique accompli au Centre d'Études des Modes d'industrialisation de l'EHESS, qu'il dirige, et au séminaire franco-russe sur les problèmes financiers et monétaires du développement de la Russie qu'il anime avec Viktor Ivanter.

Bertrand Renouvin,
Christophe Barret

SOMMAIRE

P 1 : Cible : ONU - P 2 : Élection présidentielle : Chasse gardée - P 2 : Élection : Jacques Sapir - P 3 : Contradictions : Fronde policière - P 3 : Écho des revues : Une puissance en déclin - P 4 : Territoires : Centres-villes en vacance - P 5 : Réforme : Chrétienne la nation allemande ? - P 6-7 : Démographie : Onze milliards d'humains en 2100 et moi et moi et moi - P 8 : Droite extrême : Quand Marine chevauche le tigre - P 9 : Idées : L'avenir de René Girard - P 10 : Presse : Qui a tué les médias français ? - P 11 : Brèves : Népal, Qatar, Roumanie, Burundi - P 11 : Souscription 2016 - Mercredis de la NAR - La Nation et l'Universel - P 12 : Édito par B. Renouvin : Trois projets politiques

Fronde policière

Les manifestations nocturnes de policiers vont bien au-delà des revendications matérielles : dans le défi immédiat aux autorités, elles visent la restauration de l'autorité de l'État.

L'attaque au cocktail Molotov de deux véhicules de police le 8 octobre à Viry-Châtillon, au cours de laquelle quatre policiers ont été blessés, a fait déborder la colère qui montait depuis plusieurs mois. Accablés de tâches administratives, confrontés à la menace terroriste, directement visés par les voyous et par l'islamisme radical - deux policiers assassinés à Magnanville le 13 juin -, chargés du maintien de l'ordre lors des grandes manifestations sportives et syndicales, obligés d'assumer, à Calais et à Paris, les conséquences de la désastreuse « gestion » politique des migrants, il est évident que les policiers de tous services et de tous grades n'en peuvent plus.

Le gouvernement aurait dû prendre au sérieux la manifestation nationale du 7 avril dernier qui avait réuni des milliers de policiers à Paris et des centaines d'autres dans plusieurs métropoles régionales à l'appel de leur plus puissant syndicat : Unité SGP Police (Force ouvrière). Il était alors permis d'espérer que cette mobilisation syndicale se conjugue avec les manifestations contre la loi El Khomri et contraigne le gouvernement à reculer. La pulsion gauchiste du syndicat info'com CGT dénonçant la répression policière sur une affiche outrancière - dénoncée par la CGT Police - avait créé un vif malaise. Mais ce sont surtout les anarchistes du *Black bloc* qui ont empêché la jonction entre les policiers et les manifestants.

Les activistes du Bloc noir ne sont pas des « casseurs » mais des jeunes gens, Français et étrangers, qui ont une pratique conforme à leur théorie. Bien entraînés, ils visent les bâtiments qui symbolisent le capitalisme et l'État et harcèlent méthodiquement les forces de police. Ces violences spectaculaires attirent les médias et une petite foule de sympathisants qui ne voient pas que la théorie anarchiste qui inspire les blocs noirs - rassemblements éphémères dans des groupes « autonomes » qui refusent toute autorité - les condamne à une esthétique de la révolte qui contrarie les luttes sociales. Tel fut le cas au printemps dernier.

Les cortèges nocturnes qui se sont formés à Paris et dans plusieurs grandes villes sont aussi la conséquence de l'échec des derniers mois dans la généralisation du mouvement social. La fronde policière est a-syndicale ou antisyndicale. Minoritaire, illégale, elle ne peut être calmée par une allocation soudaine de crédits et d'équipements car elle est fondamentalement politique. Elle demande que l'autorité soit restaurée dans la rue et dans l'État - au moment même où diverses enquêtes confirment la corruption et l'irresponsabilité des hiérarchies de droite et de gauche.

Les contradictions se multiplient et s'aiguisent.

Sylvie FERNOY

Une puissance en déclin

Plusieurs revues dont *Courrier International* et *Manière de Voir* nous invitent à prendre la mesure de la puissance américaine à la veille de scrutins majeurs pour les États-Unis.

L'économie américaine a surmonté la crise de 2008. Ainsi en 2015, le PIB américain reste le premier au monde avec 17 947 milliards de \$, loin devant le PIB chinois (10 493 milliards de \$). Même chose en termes de PIB par habitant. Le taux de chômage est retombé en dessous de 5 %, le chiffre du taux de participation (la part des actifs dans la population en âge de travailler est repartie à la hausse : 62,8 % en août 2016, contre 62,4 en septembre 2015). Les salaires augmentent de nouveau. En 2015, sur les 100 premières entreprises en valeur boursière 53 sont américaines. Selon le classement des universités de Shanghai, sur les 20 premières universités mondiales, 15 sont américaines. Les États-Unis laissent encore toute sa place à l'innovation notamment dans le domaine des nouvelles technologies et plus particulièrement dans celui des énergies renouvelables. Enfin, malgré les tensions raciales, les États-Unis restent un pays qui attire et où le *melting pot* ne connaît pas que des ratés. Et si le *soft power* américain fonctionne encore, le *hard power* n'est pas négligeable non plus. Outre ses performances économiques, les États-Unis restent la première puissance mondiale par la puissance de leur armée et leur présence dans le monde.

Pour autant la société américaine paraît de plus en plus fragile. Les inégalités se creusent douloureusement. La reprise n'a profité qu'aux plus riches et les plus faibles sont laissés aux mains d'usuriers rapaces. À la discrimination sociale vient s'ajouter la discrimination géographique. Quoi de commun entre Détroit, « la ville qui rétrécit » qui ne se remet pas de la crise de l'automobile et Denver et Portland « incubateurs d'entreprises et aimants à diplômés de la génération Y ». La violence de la discrimination raciale frappe encore les Afro-américains même si de nouvelles formes de lutte apparaissent avec le mouvement *Les vies des Noirs comptent*. La peur du déclassement de la classe moyenne WASP alimente un public de choix pour Donald Trump ou Bernie Sanders. Le rejet des élites, du poids de l'argent dans la vie politique, des institutions financières ou politiques gagne du terrain. Enfin les « laboratoires d'idées » américains appellent les États-Unis à repenser leurs rapports au reste du monde. Le temps de la domination américaine est passé.

Robert PASTINELLI

Courrier international, Hors-série, n° 58, sept.-oct.-nov. 2016, 74 pages, prix public : 8,50 €.

Manière de Voir, n° 149, Le Monde Diplomatique, oct.-nov. 2016, 98 pages, prix public : 8,50 €.



Centres-villes en vacance

Les fractures territoriales se creusent en France comme le montre un phénomène croissant de dévitalisation des centres-villes. Les causes sont multiples et complexes. Il est illusoire d'envisager des solutions sans intervention de l'État.

A vendre. A louer. Fermé. Comment ne pas remarquer la multiplication de ces enseignes sur les boutiques vides de nos villes ? Le journaliste du *Monde* Olivier Razemon, qui a parcouru le « pays des villes mortes », (1) en donne quelques illustrations sur son blog. Les chiffres confirment malheureusement ce qui aurait pu être une simple impression de parisien égaré en province. Il y a un an, l'*Observatoire de la vacance commerciale* Procos démontrait que la vacance commerciale en centre-ville avait de nouveau progressé en 2014 pour atteindre en moyenne 8,5 % du parc de locaux commerciaux.

Cette progression concerne globalement toutes les villes. Cependant, les centres-villes des agglomérations urbaines de moins de 100 000 habitants sont les plus touchés avec un taux de vacance pouvant atteindre 10,2 %. Si les centres des villes moyennes, les agglomérations de 100 000 à 250 000 habitants, sont moins affectés, la vacance y progresse plus rapidement qu'ailleurs.

En revanche, les centres-villes des grandes métropoles sont relativement épargnés avec un taux de vacance commerciale de moins de 7 %. Cette résistance des métropoles est expliquée par la concentration de leurs activités et la qualité de leurs infrastructures. L'origine de la richesse économique influe aussi sur le phénomène de vacance. Les villes dont les revenus sont majoritairement issus de l'agriculture, de l'industrie ou du tourisme, Nantes ou Aix en Provence par exemple, résistent le mieux, avec un taux de vacance inférieur à 5 %. À l'inverse, les villes qui ont un taux de vacance supérieur à 10 % depuis près de quinze ans, comme Alençon, Calais ou

Orange, tirent de transferts publics la part la plus élevée de leurs revenus.

On est tenté, au regard de la concordance des temps, d'expliquer ce déclin commercial des centres villes par la crise, la mondialisation et le développement du commerce sur Internet. Plus prosaïquement, on pointe généralement du doigt l'impossibilité de circuler en voiture dans les centres-villes et de s'y garer, ou à un prix prohibitif. Ces facteurs n'expliquent pas tout. Selon l'étude de la *Fédération Procos*, sur la longue période, la vacance « résulte principalement de l'évolution du peuplement et de l'évolution du modèle de croissance des entreprises de commerce. »

En moins d'un siècle, la France a perdu près de la moitié de ses boutiques quand sa population a cru dans les mêmes proportions. L'exode rural et la concentration urbaine seraient la première cause du déclin d'un commerce traditionnel de proximité. Le phénomène s'est accentué avec l'essor de la grande distribution dont les effets ont d'abord touché les territoires ruraux. Sur la période récente, la vacance commerciale résulterait aussi de facteurs liés au marché de l'immobilier.

Un rapport remis le 20 octobre 2016 par l'Inspection générale des finances (IGF) et le Conseil général du développement durable (CGEDD) sur la revitalisation commerciale des centres-villes confirme le constat d'une situation alarmante. Il explique le phénomène de vacance commerciale par trois facteurs qui peuvent se conjuguer : « un tissu économique fragile, un déséquilibre concurrentiel entre les commerces de périphérie et du centre-ville et la perte d'équipements structurants ou de services structurants. » Elle est aussi la conséquence de la désindustrialisation, du départ des services publics et de

la concurrence des métropoles. La désaffectation pour le commerce de centre-ville est le symptôme d'un phénomène plus profond qu'illustrent la dégradation de l'habitat, la stagnation de la population, la fuite des cadres vers la périphérie ou l'augmentation de la fiscalité. Si les maires sont confrontés à des pertes de recettes fiscales, propriétaires et commerçants voient pour leur part fondre leurs revenus ainsi que la valeur de leur fonds ou de leurs murs. On a d'ailleurs assisté à des révoltes contre des centres commerciaux ou des municipalités. Au-delà des discours sur la ville espace de vie, de rencontre ou d'identité commune, le sort des villes moyennes dépasse les vaines nostalgies. « Elles sont un atout irremplaçable face aux fractures qui se creusent entre les métropoles et la ruralité » a rappelé récemment la présidente de Ville de France, Caroline Cayeux.

Face à cette situation, le rapport sur la revitalisation des centres-villes fait des recommandations pour que les collectivités territoriales agissent sur le développement du commerce avec les outils que leur donne la loi en matière de soutien aux activités commerciales, d'urbanisme et de gestion du foncier commercial. Elle préconise de promouvoir les *managers de centre-ville*, de « renforcer la transition numérique des commerçants. » Certaines villes ont mis en œuvre certaines mesures avec succès comme le conseil d'implantation en centre-ville, la baisse de la fiscalité locale, l'instauration de taxes sur les locaux vacants ou l'exercice d'un droit de préemption sur les baux commerciaux. Mais ce phénomène de dévitalisation des villes moyennes, qui touche d'ailleurs encore plus fortement l'Allemagne ou le Japon, a des racines trop profondes pour être traité de manière pérenne avec de simples mesures techniques engagées et gérées au seul niveau local. L'*Association des maires de France* a réclamé une véritable politique d'aménagement du territoire irrigué par des trains régionaux. Pour être cohérent, son président, François Baroin, devrait ajouter qu'elle doit être accompagnée d'une politique ambitieuse et planifiée de réindustrialisation, toutes deux conduites par un État ayant recouvré les moyens de ses ambitions.

Laurent LAGADEC

<http://transports.blog.lemonde.fr/2016/01/11/au-pays-des-villes-mortes/>

(1) Olivier Razemon, *Comment la France a tué ses villes*, Éd. de l'Échiquier, coll. Diagonales, 208 pages, oct./2016, prix public : 18 €.

Chrétienne la nation allemande ?

Pour la troisième fois en trente-trois ans l'Allemagne célèbre Luther. Mais avec des contenus chaque fois différents et cette fois inversés qui traduisent une vive tension interne plus qu'un large consensus.

La première commémoration d'après-guerre, en 1983, fut la plus étrange. Marquant le 500^e anniversaire de la naissance du réformateur, elle fut surtout fêtée à l'Est, en République démocratique allemande (RDA) laquelle opéra alors un renversement brutal de l'athéisme officiel à la glorification de la Réforme. Deux raisons au moins : le berceau de la Réforme se situait en Saxe et en Thuringe ; Berlin-Est voulait se montrer autant sinon plus allemand que Bonn à la fois pour favoriser sa reconnaissance par l'Occident et pour s'affirmer au sein du bloc communiste.

La seconde commémoration en 1996 marquant le 450^e anniversaire de la mort de Martin Luther fut la plus consensuelle. Elle célébrait l'unité retrouvée de la nation allemande et faisait du réformateur un des pères (spirituels) de l'Europe. Passant outre le paradoxe que la Réforme avait brisé l'unité de la Chrétienté, on y représentait l'homme qui avait su dire « non » à la fois à l'Empereur (du Saint-Empire romain-germanique) et au Pape, posant ainsi les fondations d'une Europe véritablement indépendante.

Que va-t-on célébrer en 2016/2017 ? Cette fois il ne s'agit plus directement de l'homme mais de l'œuvre : l'année ouverte le 31 octobre 2016 se clôturera le 31 octobre 2017, jour du 500^e anniversaire de la publication par le moine augustin de Wittenberg de 95 thèses relatives aux indulgences (remises de peines opérées par Rome en rémission des péchés contre espèces sonnantes).

Comme en 1983 de la Saxe et de la Thuringe était monté un « souverainisme » allemand dans la « patrie du socialisme », des mêmes terres nous revient comme en boomerang un nouveau « souverainisme »

qui s'en prend cette fois à la coalition au pouvoir et à l'Union européenne. Très tôt la chancelière, en bon connaisseur de l'ex-RDA et en fille de pasteur luthérien, avait perçu les dangers d'une commémoration dans cette conjoncture délicate. Elle avait mis en garde les responsables des églises évangéliques sur les risques d'instrumentalisation et de division. C'est une des raisons pour laquelle le Pape a préféré se joindre à l'ouverture de l'année Luther en Suède et au Danemark, (1) et pas en Allemagne - où il ira peut-être la clôturer une fois passées les élections prévues en septembre prochain.



La division de l'Allemagne aujourd'hui si elle ne repose plus aussi strictement sur les lignes de fracture religieuse entre catholiques (à l'Ouest et au Sud) et protestants (au Nord et à l'Est) découle d'éléments spirituels qui remontent à l'époque de la Réforme. Par une profonde ironie de l'histoire, la querelle des indulgences, désuète dans sa forme médiévale, est au centre du débat contemporain. La crise de conscience de Luther consistait en ce qu'il avait du mal à accepter l'idée qu'il puisse être pardonné de ses fautes uniquement par un geste de confession et encore moins en achetant des bons du Trésor pontifical pour financer la basilique Saint-Pierre de Rome. Encore aujourd'hui nombre d'Allemands ont du mal à accepter que ceux qui commettent des fautes (le mot allemand « schuld » veut à la fois dire faute et dette) puissent s'en tirer aussi facilement qu'il s'agisse des Grecs débiteurs ou des immigrés musulmans.

Il y a plus : pour Luther, l'État (le Prince) est responsable du bien-être matériel, spirituel et moral de ses sujets. L'Église et l'État visent au même but avec simplement des moyens différents. La théorie des « deux règnes » s'oppose à une séparation type loi française de 1905. L'État ou l'autorité méritent le respect voire la soumission parce qu'ils concourent au Bien Commun. C'est par cette voie ou ce mode de raisonnement que des déviations ont conduit à diviniser toute autorité quelle qu'elle soit.

L'accueil du million de réfugiés arrivés il y a un an ne divise autant l'opinion allemande que parce qu'elle est typiquement une question morale au sens allemand. L'opinion de culture purement catholique est certes également interpellée par les drames des migrants. Il n'est pas indifférent que Munich ait été leur point d'entrée. La frange bavaroise de la majorité, la CSU, qui tenait son congrès les 4-5 novembre, parce que « chrétienne-sociale » ne pouvait aller au bout de sa logique d'opposition à la chancelière sur ce point. Mais cela n'a rien de comparable avec le cas de conscience d'un Allemand (même catholique) culturellement baigné dans le luthéranisme ambiant qui avait attiré un temps aux débuts de la Réforme près de 90 % de la population (hors Bavière) et continue d'imbi-ber l'éducation et la vie de tout un chacun (aujourd'hui les proportions des déclarants catholiques et protestants sont pratiquement égales autour de 31 % chacune, le dernier tiers se partageant entre sans religion et autres).

Que dire de son « éthique » ? Max Weber en 1919 en avait déjà résumé la double nature dans *Le savant et le politique* : « l'éthique de la conviction » et « l'éthique de la responsabilité ». Mme Merkel joue habilement des deux, mais ce sont des notions qui restent fondamentales en Allemagne et déchirent la conscience des citoyens. Chaque ville ou bourgade allemande est partagée entre ceux qui portent assistance aux réfugiés et ceux qui les rejettent - moins nombreux mais plus démonstratifs. Un durcissement des propagandes, une surenchère des politiques, suffiraient à exhumer des passions refoulées ou maîtrisées à grand peine entre 1517 et 1648 !

Yves LA MARCK

(1) Autre raison : l'antériorité historique de la conversion des royaumes de Danemark(Norvège) et de Suède au luthéranisme, effective jusqu'à ce jour. Lire l'entretien de la reine Margrethe II de Danemark à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* n°40/2016, version anglaise sur le site Internet du *derspiegel.de* (traduit en anglais).

Onze milliards d'humains en 2100 et moi et moi et moi

Voilà une déclaration qui mérite réflexion. Dans deux voies différentes : ce qu'elle signifie pour le monde, et ce que veut lui faire dire Nicolas Sarkozy, son auteur :

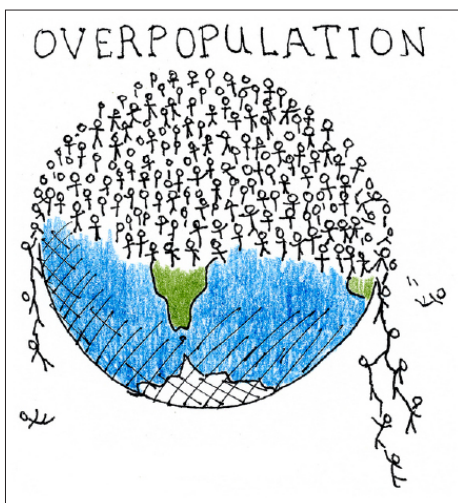
« Je préférerais qu'on parle d'un sujet plus important : le choc démographique. (...) Nous serons 11 milliards dans quelques années. Là, l'homme en est directement responsable. Et personne n'en parle. »

Pour le monde, oui, c'est LE dossier prioritaire qui devrait orienter tous les choix politiques. Depuis le début du vingtième siècle en effet, l'histoire de l'humanité a été dominée par l'évolution de la population : environnement, pollution, énergie, production agricole et industrielle, croissances nationales, guerres et conflits politiques, échanges commerciaux, etc., tout montre que la courbe démographique est « la mère de toutes les courbes », avec une population qui augmente à un rythme effréné depuis une cinquantaine d'années. Mais il y a une bonne nouvelle : on sait maintenant, grâce aux démographes, qu'elle va cesser de croître et se stabiliser en 2100.

Alors, onze milliards d'habitants, est-ce l'apocalypse, comme semble le dire M. Sarkozy à la suite de tant d'autres ? Car il est faux de dire que personne ne parle de la surpopulation. Dès les années 60 le Club de Rome et des chercheurs comme René Dumont avaient annoncé une crise démographique majeure. Nicolas Sarkozy nous exhume donc une vieille prédiction qui ne s'est d'ailleurs pas tout à fait réalisée, car le Club de Rome situait l'explosion fatale entre 2010 et 2030, et René Dumont vers les années 90.

C'est qu'à l'époque on considérait le modèle malthusien comme le seul explicatif des dynamiques démographiques. Or ce-

lui-ci pose la natalité comme une variable indépendante et admet comme unique limite à l'accroissement d'une population la disponibilité en ressources alimentaires. La croissance ne pouvait être qu'exponentielle.



La compréhension de ces dynamiques a évolué, comme nous l'a rappelé Gilles Pison, de l'INED. On a compris que le malthusianisme n'expliquait pas les évolutions des populations, et les démographes se fondent maintenant sur le modèle de la « transition démographique », autrement dit du passage d'un équilibre ancien vers un nouvel équilibre entre natalité et mortalité.

Pour résumer, l'espèce humaine tend, comme toutes les espèces vivantes, non pas à remplir le bocal tant qu'il y a de la place, mais à maintenir une fécondité qui lui permette de stabiliser sa population à un niveau compatible avec les conditions de l'environnement. Lorsque la mortalité est forte, la natalité l'est aussi. Quand la première diminue, la seconde la suit, mais avec un décalage dans le temps.

Avant le XIX^e siècle, il fallait six enfants par femme pour maintenir une population

stable, puisque quatre d'entre eux mouraient avant l'âge adulte. La mortalité infantile ayant pratiquement disparu dans la seconde moitié du XX^e siècle, il suffit maintenant d'un peu plus de deux enfants par couple pour assurer cette stabilité, taux vers lequel tend la natalité dans le monde entier. Mais pour le moment, elle reste encore supérieure à la mortalité et du fait de ce simple décalage temporel, la population augmente inéluctablement, jusqu'à 11 milliards en 2100.

Le problème des ressources ne se pose donc plus comme il pouvait se poser en 1950. Nous savons que la population mondiale va se stabiliser. Reste à savoir si la productivité de la planète pourra supporter la charge de 11 milliards d'humains. Or que nous dit-on ? La Terre disposerait de 12 milliards d'hectares productifs. En 2006, cela donnait pour les 6,6 milliards d'humains une surface de 1,8 hectare disponible par personne, alors que « l'empreinte-carbone » moyenne d'un individu était de 2,6 hectares. On surexploite bien la planète depuis les années 80.

En 2100, les 11 milliards d'habitants devront se contenter d'un peu plus d'un hectare par personne. Mais si la consommation reste au niveau actuel de 2,6 ce ne sont pas 12 mais 29 milliards d'hectares qui seraient alors nécessaires ! On aurait besoin de plus de deux planètes, et encore, à condition que le milieu ne soit pas dégradé. Or la dégradation de l'environnement est justement liée à l'augmentation de la population : on voit bien que se préoccuper du milieu et du climat pour éviter cette dégradation reste une priorité absolue.

Ce constat fait, si l'on entre un peu dans les détails, on s'aperçoit que cette surexploitation est due à une faible partie de la population : l'Amérique du Nord et l'Europe ont respectivement une empreinte de 9,4 et 4,5 hectares par personne, quand l'Afrique en est à 1,1, l'Asie à 1,3 et l'Amérique latine à 2.

Autrement dit, le quart de la population mondiale consomme la moitié de la production mondiale. Il est donc tout à fait possible de revenir à des valeurs viables, puisque 75 % de la population mondiale montrent que l'on peut vivre aujourd'hui

avec moins de 1,5 hectare par personne, ce qui reste dans les capacités de la planète. Mais voilà : comme le signalent les Nations-Unies, ce but implique une remise en cause du « dogme de la croissance économique et matérielle continue. »

Ce sera difficile, car cela nécessite un changement complet de modèle socio-économique et l'abandon de nombre d'idéologies : il faudra prendre soin du milieu (terres, océans, eaux continentales, matières premières, atmosphère, biodiversité), développer les méthodes les moins intrusives d'occupation et d'exploitation de l'espace, favoriser l'urbanisation, la fin des délocalisations, la réduction des transports, l'usage maîtrisé des OGM, l'utilisation de l'énergie nucléaire, la baisse de consommation des hydrocarbures, l'économie circulaire, etc., et en finir avec le productivisme et la société de consommation. Difficile, mais pas impossible à condition d'en faire une priorité mondiale.

Par ailleurs, cet épisode de transition démographique est temporaire. Quelle que soit l'évolution après 2100, si l'humanité est capable d'accompagner l'augmentation de population jusqu'à 11 milliards, elle pourra maintenir cette population par la suite. Le voudra-t-elle ? Rien n'est moins sûr. George W. Bush nous avait prévenus, « le mode de vie américain n'est pas négociable ». Lequel mode de vie implique plus que le gaspillage : il mène à la destruction du milieu, rendant encore plus cruciale cette période de transition démographique.

Le refus des pays riches de changer leur comportement est un handicap grave, car plus l'on tarde à se préparer, plus ce sera coûteux. Mais pour répondre à la question posée : non, le futur n'est pas une apocalypse inévitable, il est dans nos mains. Nous devons seulement nous préparer à une période d'adaptation difficile, mais limitée dans le temps.

Et notre brillant démographe, qu'en dit-il ?

Raisonnons par l'absurde : Nicolas Sarkozy croit ce qu'il dit. La première remarque qui vient à l'esprit, c'est qu'il se fourvoie gravement en séparant réchauffement climatique et démographie. L'un n'est pas « plus important » que l'autre ; ils sont étroitement liés, nous venons de le voir. Mais il semble en rester à la vision mal-

thusienne d'une dynamique démographique exponentielle qui fausse complètement son analyse.

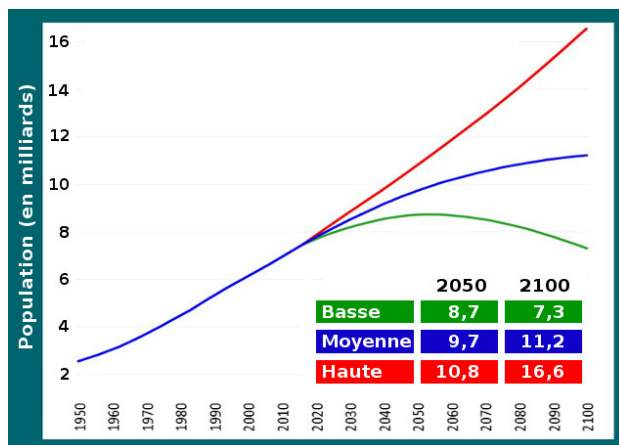
Notons ensuite que Nicolas Sarkozy n'envisage aucun changement dans notre comportement de consommateur, suivant la vision « bushienne » d'un mode de vie non négociable. Avec de telles prémisses, la transition démographique devient en effet un énorme problème, avec comme seule issue prévisible une « Solution Finale » pour le tiers-monde.

En juillet 2015, sur *TF1*, N. Sarkozy déclarait : « *L'Afrique, un milliard d'habitants aujourd'hui, 2,3 milliards dans trente ans, [parmi lesquels] 600 millions de jeunes Africains sans travail, qui voudront venir vivre en Europe.* » Sans réfléchir plus avant, il conclut que du simple fait de l'augmentation d'une population qu'il juge par nature incapable de se prendre en charge, la première priorité du Sud sera d'envahir le Nord, d'ailleurs il a déjà commencé, comme tout le monde peut le constater, il suffit de regarder les statistiques sur les migrations des « réfugiés climatiques ».

Ces migrations existent, bien entendu, et l'INED les a évaluées en 2013 à 22 millions d'individus. Mais pour leur quasi-totalité elles se font à l'intérieur des pays, par le déplacement des populations rurales vers les grandes villes, et pour une part plus réduite vers les pays voisins. Sauf catastrophes écologiques majeures, les migrations intercontinentales vont rester marginales.

Les 600 millions de jeunes Africains ne **VOUDRONT** certainement pas venir vivre en Europe. C'est uniquement par le refus d'envisager toute adaptation de notre mode de vie que nous pourrions finir, en les affamant, par les y contraindre.

Mais qu'importe. Ce soudain intérêt de Nicolas Sarkozy (et d'autres ?) pour la démographie n'a rien à voir avec la science ni même avec la réflexion politique. Il n'a que deux buts : évacuer les questions climatiques et, sous couvert d'évidence scientifique, flanquer la trouille aux Français devant une supposée invasion. La crainte du péril coloré (jaune, rouge, noir...) a



ONU projections 2015

déjà fait la preuve de son efficacité et elle est d'autant plus facile à instiller dans une population que celle-ci y a été préparée par un matraquage quotidien sur le danger de l'immigration depuis le Sud, rendue sans analyse sérieuse responsable de la délinquance, des quartiers de non-droit, du radicalisme islamique, des attentats terroristes, de la baisse du niveau scolaire, du chômage, en gros de tous nos problèmes.

Il suffit de faire semblant de s'appuyer sur des données scientifiques pour pouvoir asséner n'importe quel mensonge sous couleur de parler-vrai : plus c'est gros, plus c'est pris au sérieux. Alors, que ces prétendus résultats soient biaisés, tronqués, travestis, voire complètement faux, qu'importe : l'angoisse, quel bel instrument pour empêcher les citoyens de penser et les faire marcher au pas dans le sens que l'on souhaite.

Quant au devenir de l'autre humanité, celle de là-bas, qui s'en soucie ? Les murs aux frontières ne sont pas faits pour les chiens...

François VILLEMONTAIX

Communiquer avec la NAR

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

Quand Marine chevauche le tigre

Chercheur spécialisé dans les droites extrêmes, Nicolas Lebourg a eu l'excellente idée d'écrire aux électeurs de toutes classes et tendances qui s'apprêtent pour la première fois à voter pour le Front national. Ses mises en garde sont aussi courtoises que pertinentes.

Ce qui est inouï dans le livre de Nicolas Lebourg (1) devrait être la banalité même : l'auteur considère que les électeurs du Front national sont des êtres humains, citoyens normaux et électeurs conscients de la signification et de la portée de leur libre choix - non des buses fascistoïdes ou des brebis égarées. L'analyse du vote frontiste ne relève ni de la psychiatrie, ni d'une répétition cauchemardesque de l'histoire - *le retour des heures-les-plus-sombres* - mais d'une réflexion proprement politique. Nicolas Lebourg, qui est avec Jean-Yves Camus l'un des meilleurs spécialistes français des droites extrêmes, (2) y excelle car il connaît aussi bien la société française que l'organisation lepéniste.

Les destinataires des lettres sont représentatifs des diverses catégories qui s'apprêtent à voter pour Marine - le prénom l'emporte sur le nom - lors de la prochaine élection présidentielle. Nicolas Lebourg ne s'adresse pas à des personnes physiques mais à des portraits-types dans lesquels maints Français se reconnaîtront. Il y a là un gendarme catholique de Nantes que l'on s'attendait à trouver, une caissière de Perpignan qui n'étonne guère mais aussi un plombier juif de Vénissieux, un professeur d'Albi, un étudiant gay « néo-parisien »... ce qui signifie que le vote frontiste est devenu interclassiste.

La raison d'une telle évolution, de plus en plus fâcheuse pour les partis de la droite et de la gauche classiques ? Au fil des pages, on se rappelle ou on découvre que la droite chiraquienne a justifié la propagande du Front national des premières années en reprenant ses thèmes - ce qui ne libère pas les socialistes du poids de leurs propres res-

pensabilités. D'une manière plus générale, Nicolas Lebourg pointe tous les abandons consentis d'un cœur léger par les dirigeants du pays au fil des décennies : la droite a liquidé le gaullisme, la gauche a détruit le socialisme, les gouvernements ont renoncé à exercer leur autorité et à défendre la souveraineté de la nation pour goûter aux plaisirs vaporeux de la « gouvernance ». D'où le désir d'autorité, la demande de reconquête de la souveraineté et de réaffirmation de l'identité nationale qui se porte sur la personne de Marine Le Pen. Faut-il lui faire crédit au prétexte qu'elle n'a pas encore gouverné ? Peut-on croire qu'elle va remettre la France debout ? Nous sommes bien face à une croyance, qui est celle du parieur misant sur le cheval qui n'a jamais gagné. C'est un choix possible mais en politique il est terriblement risqué quand le parieur mise sur une personne qui fait ses propres paris.

Nicolas Lebourg, qui connaît tous les thèmes et variations du Front national, se livre à une critique très fine que je comprends ainsi : portée par un vote interclassiste, Marine Le Pen n'a pas de programme cohérent mais une technique de communication très banale qui consiste à satisfaire tous les segments de son électorat par des promesses spécifiques : le gendarme catholique est content parce que Marine augmentera le budget de la Défense, l'étudiant gay est rassuré parce que Marine n'a pas participé à la *Manif pour tous*, d'autres qui ne contestent pas l'euro pensent que Marine va arrêter l'immigration et ceux qui pensent que l'invasion immigrée est un fantasme se réjouissent d'une prochaine sortie de l'euro grâce à Marine...

Somme toute, écrit Nicolas Lebourg, « *Le FN de Marine Le Pen (vous) propose un souverainisme intégral (politique, économique, culturel, démographique) qui promet à l'électeur de toute classe sociale d'être protégé de la globalisation économique et culturelle, et d'avoir la jouissance tant des gains du capitalisme entrepreneurial que de la protection de l'État providence.* » La véritable radicalité du Front national est dans sa démagogie, dans l'apothéose communicationnelle qui consiste à saturer de promesses tous les segments de

l'électorat - y compris le segment arabo-musulman flatté en tant que tel par Steeve Briois, maire frontiste d'Hénin-Beaumont. À Béziers, au contraire, son collègue Robert Ménard cultive le segment xénophobe tandis que Marion Maréchal-Le Pen, déjà rivale de sa tante, cultive les segments identitaire et national-catholique sans se soucier des contradictions puisque c'est la culture des tendances contradictoires qui multiplie les suffrages.

Or Marine Le Pen est maintenant obligée de faire le pari qu'elle pourra tenir toutes ses promesses, ou du moins les plus emblématiques, dans un temps très réduit. Sa conception autoritaire du pouvoir lui a fait longtemps oublier que nous sommes en régime parlementaire et que la majorité des députés n'est pas automatiquement acquise au président qui vient d'être élu : **le deu-**



Nicolas Lebourg

xième pari, celui d'une victoire frontiste aux élections législatives, est terriblement osé parce qu'il fait l'impasse sur les réactions violentes qu'entraînerait la victoire de « Marine » à la présidentielle. **Le troisième pari** consiste à vouloir incarner la « France apaisée » après avoir construit toute sa carrière, à la suite de son père sur l'affrontement ethnoculturel et sur le clivage entre bons et mauvais Français selon la tradition de l'extrême droite. « *Apaiser la France ? C'est vouloir chevaucher un tigre* » dit Nicolas Lebourg. Un peuple déçu peut aussi dévorer ses populistes.

Bertrand RENOUVIN

(1) Nicolas Lebourg, **Lettres aux Français qui croient que cinq ans d'extrême droite remettraient la France debout**, Les échappés éditions, Coll. Lettre A, août/2016, 131 pages, prix public : 13,90 €.

(2) Cf. Jean-Yves Camus & Nicolas Lebourg, **Les droites extrêmes en Europe**, Seuil, nov./2015, 320 pages, prix public : 20 €.

L'avenir de René Girard

Le livre mémorial que Benoît Chantre vient de consacrer aux *derniers jours de René Girard* n'intéressera pas seulement les proches du penseur, ses familiers au sens le plus large, mais tous ceux qui s'interrogent sur la signification d'une œuvre, singulièrement dans les temps actuels. Car René Girard peut brasser les siècles, parcourir toutes les strates de la culture, il n'en revient pas moins obstinément à notre présent. Et il arrive même que ce présent s'invite, malgré lui, pour solliciter son analyse ou son expertise. C'est ce qui s'est produit au moment même de sa mort. Benoît Chantre et son épouse ont retrouvé Jean-Pierre Dupuy pour les obsèques de l'auteur de *La violence et le sacré* au moment même où Paris vivait la tragédie du 13 novembre 2015, celle du massacre du Bataclan. « *Comme c'est étrange*, déclare Mme Girard devant les images de la télévision qui repassent en boucle, *demain le mémorial, et aujourd'hui ces images d'apocalypse*. » René Girard avait profondément réagi à ce qui s'était passé le 11 novembre 2001 à New York. Cela avait même été à l'origine de son livre écrit avec Benoît Chantre (*Achever Clauswitz*, Champs essais). Il s'était effondré, victime d'une attaque cérébrale, en avril 2013, après avoir écouté les nouvelles évoquant l'attentat de Boston, avec les marathoniens déchiquetés par une bombe remplie de clous et de boulons.

Toute sa vie, Girard a été confronté à l'énigme insupportable de la violence meurtrière. Benoît Chantre nous apprend que c'est même la raison qui a entraîné après-guerre son départ vers les États-Unis. Il n'avait pu supporter la tragédie d'une Europe explosée. Sans doute, lui avait-il fallu franchir le grand large pour méditer sur les abysses du mal. Son œuvre écrite, réalisée, au terme de son existence, il n'en avait pas fini avec la tragédie qui l'avait poursuivi dans les arcanes de la culture. « *Nous étions plusieurs à résister intérieurement au pessimisme de ses propos, nous obligeant à penser qu'il était un anxieux, un romantique tourmenté, qu'il souhaitait secrètement que la fin du monde ne fit qu'un avec celle de sa vie. Il cherchait à nous réveiller, au contraire, repérant nos plis de pensées, cette façon que nous avions de ne pas vouloir voir ou de ne pas vouloir entendre*. » René Girard ne sera plus là pour commenter l'actualité, mais il nous a indiqué des directions : « Est-ce un retour du religieux ? Il disait que c'est la dernière forme du nihilisme, à laquelle convenaient bien la rhétorique et l'arsenal du djihad. Mais un djihad produit par la Technique elle-même, l'exigence terrible d'une armée terroriste. »

Son ami Michel Serres avait écrit un formidable article dans *Le Nouvel Observateur* en 1978 pour faire part à l'opinion française de la singularité d'une œuvre qui chamboulait les sciences humaines tout en se signalant par son étonnante limpidité. Mais il ne faut pas se tromper à ce propos : l'apparente simplicité des thèses girardiennes suppose une rare subtilité d'esprit pour rendre compte des réalités, car il s'agit le plus souvent de faire émerger ce qui est caché au regard, ce qui se dérobe du fait même de la nature singulière des jeux du désir. Il n'est pas à la portée de n'importe qui d'utiliser l'instrument d'analyse, qui suppose une longue familiarité avec la mémoire de l'humanité, les mœurs des peuples, les trésors de la grande littérature, sans oublier la nouveauté radicale de la Révélation judéo-chrétienne. Mais il me faut, à ce propos, ouvrir

une parenthèse, car René Girard suscite aussi plus que des résistances, de véritables allergies, qui ne tiennent pas seulement à l'humeur de ses contradicteurs. Je pense ici au cher Régis Debray, dont je n'ai pas signalé la violente charge anti-girardienne, lorsque j'ai parlé ici-même de son dernier essai. (1) J'y suis contraint aujourd'hui, ne serait-ce qu'en vertu d'une exigence de probité intellectuelle.



À dire vrai, je connaissais l'opposition frontale de l'auteur du *Feu sacré* aux thèses de René Girard, notamment celle de la victime émissaire. Mais son affirmation assez spectaculaire au lendemain de la mort de l'intéressé est significative d'un désaccord direct, profond, et le girardien que j'ai toujours été ne peut que la recevoir, dirais-je, en pleine figure, dans la mesure même de ma complicité avec l'objecteur. Régis Debray parle « *d'une hypothèse que n'étaye presque aucun exemple tiré de l'histoire réelle et que dément toute approche objective de la notion infiniment prolifique et contrastée de "sacrifice"* » et qui s'est trouvée propulsée au rang d'une certitude totalisante et prophétique : « *Soyez apodictique et paroxystique, totalisant et fulminant, donnez le bras à Jérémie et la réplique à Satan*. » On a compris que la charge était mortelle, d'autant qu'elle voulait illustrer l'opposition de la vraie science, celle modeste du savant, tel François Dagognet dont le décès, lui, est passé forcément inaperçu.

Inutile d'aviver la querelle. Pour avoir rencontré une fois François Dagognet, j'ai gardé le meilleur souvenir d'un homme dont la culture scientifique n'empêchait pas le plus vif attachement à notre identité littéraire. Je n'ai aucune envie de le déprécier et souhaite qu'il soit reconnu pour ses mérites. Le problème est de reconnaître la spécificité des talents et, si nécessaire, les différences d'ordre au sens de Pascal. Il est vrai que l'œuvre de Girard avait une portée théologique, qui l'associait aux grands débats décisifs. Après tout, Pascal était aussi vrai savant qu'authentique philosophe chrétien, mais c'est à son *Mémorial* et aux *Pensées* qu'il doit son renom historique. Lorsque ce sont les questions suprêmes qui sont posées, les passions les plus vives vous placent au pinacle ou au rebut. Girard, à mon sens, aura, à l'opposé de la *doxa* moderne, osé penser la singularité du mal et la différence chrétienne. On peut, certes, contester les bases de ses travaux, qui n'échappent pas aux critères énoncés par un Popper. Mais de ce point de vue, tout reste ouvert. L'œuvre de René Girard montrera sa validité, en s'offrant aux objections. Elles ne manquent pas, même de la part de ses disciples, comme Jean-Pierre Dupuy qui s'oppose à la théorie mimétique à partir d'une analyse de la jalousie. (2) Benoît Chantre, de son côté, explore la validité de Girard en montrant que sa pensée rend compte de l'interprétation des dernières explorations archéologiques, à propos du sacré néolithique. Nous n'en sommes qu'au début d'une aventure qui démontrera sa validité, par sa seule fécondité.

Gérard LECLERC

Benoît Chantre, *Les derniers jours de René Girard*, Grasset, oct./2016, 240 pages, prix public : 18 €.

(1) Régis Debray, *Allons aux faits. Croyances histories, réalités religieuses*, Gallimard - France Culture, *Royaliste* n° 1107.

(2) Jean-Pierre Dupuy, *La jalousie, une géométrie du désir*, Sciences humaines, Seuil, mars/2016, 192 pages, prix public : 18 €.

Qui a tué les médias français ?

Qui a tué les médias français ?
En 450 pages, Laurent Mauduit nous dresse un état des lieux édifiant et sans concession de la presse en France. Un essai percutant pour garder les yeux grands ouverts sur le monde des médias.

Main basse sur l'information n'est pas un essai joyeux. Il envoie la vérité en pleine figure et offre un panorama précis de la presse française. Ce livre s'inscrit dans la droite ligne du documentaire de Serge Halimi *Les nouveaux chiens de garde*. Laurent Mauduit, journaliste et co-fondateur de *Mediapart*, s'attaque à un sujet de taille : la non indépendance de la presse. Son postulat de départ est clair : la presse française n'est pas libre. Des industriels aux hommes politiques ou d'affaires en passant par les oligarques gloutons, l'auteur a souhaité être le plus exhaustif possible sur l'histoire de ce verrouillage. Ainsi, il évoque avec précision la censure, du Second Empire à la V^e République.

Mais les journaux eux-mêmes ne sont pas exempts de reproches et se sont parfois livrés à des relations malsaines avec des puissants de ce monde. On redécouvre le scandale Rochette en 1911, où le journal *Le Rappel* est accusé d'avoir reçu des sommes d'argent d'Henri Rochette, le fondateur du Crédit minier et escroc « à la Madoff ». En ce sens, Laurent Mauduit évite de tomber dans le travers qui consisterait à voir la presse à travers le seul prisme de la victime innocente. Cette capacité à critiquer son propre milieu professionnel est salutaire à l'heure où la langue de bois prévaut dans nombre de rédactions. D'autre part, l'auteur apporte des informations solides sur l'histoire de la liberté de la presse et rappelle les bases de ce droit essentiel en France.

Il se montre aussi sans concession sur les scandales actuels. Le journaliste nous

explique toutes les étapes de la razzia de Vincent Bolloré sur des médias, surtout sur *Canal +* où son omnipotence s'impose en une monumentale purge. Le népotisme, le placement d'amis et les liens avec de soi-disant experts (tel Alain Minc) sont légion. Mais bien d'autres ogres de la presse sont à l'œuvre comme Xavier Niel (*Le Monde, l'Obs*), Mathieu Pigasse (*Le Monde, l'Obs*) ou Patrick Drahi, président-fondateur du groupe Altice qui possède *Libération*, le groupe *l'Express* et qui sera d'ici 2019 actionnaire majoritaire du groupe *NextTVRadio*.



Laurent Mauduit évoque également d'autres cas de contrôle sur les médias, comme la privatisation de *TF1* ou le monopole de l'idéologie néo-libérale sur la télévision publique. On ne peut que se féliciter d'un auteur qui ose s'attaquer au dogme néo-libéral ancré dans le paysage audiovisuel français à tel point qu'il semble être indéboulonnable. Le journaliste se révèle « économiquement incorrect » et prend le contre-pied des jacasseries perpétuelles d'experts béats de la mondialisation, offrant une bouffée d'oxygène intellectuelle.

Du côté des pouvoirs publics, c'est le mutisme absolu ou presque face aux combines des groupes de presse. Ici, Laurent Mauduit tire à boulets rouges, à droite comme à gauche. En une occasion seulement le CSA

a demandé des comptes à Vincent Bolloré en échange de la création d'un comité d'éthique, que l'auteur assimile à « une pantalonnade ». Quant à Matthieu Croissandeau, directeur de la rédaction de *l'Obs* et Xavier Niel, l'un des actionnaires majoritaires du magazine, ils ont les faveurs de François Hollande et vice versa.

Le co-fondateur de *Mediapart* a le mérite d'aller jusqu'au bout du raisonnement intellectuel. On reconnaîtra à ce titre que Laurent Mauduit a acquis une réputation dans le milieu des médias. Il œuvre pour le compte d'un organe indépendant, ce qui lui permet d'être totalement libre dans ses propos et de nous livrer un ouvrage de qualité et surtout d'une rare transparence. On lui sait gré de ne pas rester, contrairement à la plupart des journalistes, dans une zone de confort. Mais il convient d'admettre que les journalistes novices peuvent plus difficilement s'attaquer avec autant de vigueur à ce monde où le pouvoir reste roi et l'argent son vassal. À l'heure où la France se place à la 45^e place dans le classement de Reporters sans frontières sur la liberté de la presse en 2016 (moins sept par rapport à 2015), on apprécie de trouver pareille liberté de ton et un fond aussi fouillé. *Main basse sur l'information* confortera tous nos confrères qui espèrent encore exercer leur métier avec intégrité.

Indiana SULLIVAN

Laurent Mauduit, *Main basse sur l'information*, Éd. Don Quichotte, sept./2016, 448 pages, prix public : 19,90 €.

**Abonnement
et
adhésion**

**règlement
à l'ordre de la :**

**Nouvelle Action royaliste
(NAR)**



Népal : Le 20 octobre, l'ancien roi du Népal, **Gyanendra Shah**, a pris la parole dans un meeting où figuraient douze leaders politiques hindous et un millier de ses partisans. Il a dénoncé le risque de guerre civile qui planait sur le pays si le gouvernement communiste persistait à refuser de faire de l'hindouisme une religion d'État et également fustigé certaines interférences étrangères nuisibles à la stabilité du pays.

Qatar : Le 23 octobre, décès à 84 ans de l'ancien roi du Qatar, **Khalifa ben Hamad Al Thani**. Monté sur le trône après un coup d'État en 1972, il avait été lui-même renversé (sans violences alors qu'il était à Genève) par son fils en 1995. Il était considéré comme le père moderne du royaume.

Roumanie : Le 25 octobre, pour son 95^e anniversaire, lors d'un discours officiel, le Premier ministre **Dacian Ciolos** a remercié le roi **Michel I^{er}** pour avoir défendu les libertés fondamentales et la démocratie, rappelant qu'il était un symbole de courage, de dignité et d'amour pour tout un peuple. Divers événements comme des expositions et des concerts ont été organisés en hommage à l'ancien monarque de Roumanie.

Burundi : Le 1^{er} novembre, la princesse **Esther Kamatari** a obtenu de la justice suisse que son oncle, le roi **Mwambutsa IV**, demeure enterré dans son lieu d'exil comme le prévoyait son testament. Depuis quatre ans, le gouvernement burundais et la fille du roi, la princesse et ancienne députée **Rosa-Paula Iribagiza**, réclament le retour de sa dépouille afin de lui organiser des funérailles nationales.

Frederic de NATAL

SOUSCRIPTION 2016

Chers amis,

Pendant l'été, nous avons procédé à une réorganisation d'ensemble de notre administration et de nos finances et vous en constaterez très vite les effets positifs. Mais les dettes, dont nous ne pouvions soupçonner l'ampleur, se sont accumulées et il est possible que nous ne puissions pas rester dans nos locaux de la rue Sibuet. L'équipe de *Royaliste* serait alors obligée de travailler dans des conditions très difficiles et nos *Mercredis parisiens de la NAR*, entre autres réunions, devraient se tenir dans une salle anonyme au détriment d'une convivialité que chacun apprécie.

Pourtant, nous avons démontré pendant 45 ans que nous étions capable de vivre en toute liberté une aventure politique et intellectuelle d'autant plus exceptionnelle que le titre *Royaliste* est un lien très fort entre des royalistes et des non-royalistes, selon une certaine idée de la France et de la politique.

Avec retard et dans l'angoisse, nous lançons cette souscription avec l'espoir que notre aventure collective va se poursuivre sans que nous soyons contraints de sacrifier les conditions matérielles minimales de nos activités. C'est pourquoi nous vous demandons de répondre favorablement à notre appel !

La Nation et l'Universel

40 ans de débats dans *Royaliste*

Publié à l'occasion des 40 ans de la *Nouvelle Action royaliste*, cet ouvrage est disponible sur notre site internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

ou en nous le commandant directement à notre adresse postale au prix unitaire de 18 € (frais de port offerts).

BERTRAND RENOUVIN
LA NATION ET
L'UNIVERSEL
40 ANS DE DÉBATS
DANS ROYALISTE



PUBLIÉ À L'OCCASION DES QUARANTE ANS DE LA
NOUVELLE ACTION ROYALISTE
IFCCE
COLLECTION CITE

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 16 novembre :

Jean-Philippe Immarigeon, docteur en droit, avocat au Barreau de Paris

la stabilisation du système parlementaire sous la Restauration.

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédacteur en chef :
Alain-Paul Nicolas

Com. paritaire :
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Trois projets politiques

L'étalage de l'irresponsabilité de François Hollande et de la compétition à droite ne peut nous détourner de l'essentiel : la question du politique.

Comme d'habitude, les candidats des fractions oligarchiques font des campagnes de Premier ministre, dans le mépris du principe de séparation des pouvoirs. Le président de la République n'a pas l'initiative des lois ! Le président de la République ne peut pas décider que le gouvernement agira au moyen d'ordonnances ! Nous sommes dans un régime parlementaire, qui peut conduire à de nouvelles cohabitations.

L'enjeu de l'élection présidentielle, c'est la capacité d'assumer l'article 5 de notre Constitution. Le citoyen qui se présente à nos suffrages est-il capable de veiller au respect de la Constitution et d'assurer, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat ? Est-il capable de garantir l'indépendance nationale, l'intégrité du territoire et le respect des traités ?

Prendre comme critère cette capacité politique, c'est constater qu'aujourd'hui trois candidats prennent au sérieux la question des institutions et promettent de façon plus ou moins complète et cohérente d'assumer leur fonction constitutionnelle. Dans le refus de l'amalgame « souverainiste » (1) et en mettant provisoirement de côté les prises de position et programmes passés des candidats, j'esquisse une réflexion sur les candidatures de Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. Tous trois présentent des projets qui posent, de notre point de vue royaliste, des problèmes distincts dans le domaine institutionnel.

Le projet gaulliste de Nicolas Dupont-Aignan pose le problème de l'inaccomplissement de la Vème République gaullienne quant au plein exercice de la fonction arbitrale. Je n'insiste pas sur ce point que nous avons maintes fois explicité car notre débat avec Nicolas Dupont-Aignan, légitimiste de restauration du projet gaullien originel, sera mené s'il est élu.

Le projet socialiste de Jean-Luc Mélenchon pose le problème d'une Constituante que le candidat suppose capable de réarticuler la souveraineté nationale et la

souveraineté populaire. Ce légitimisme révolutionnaire implique une large adéquation entre la volonté du candidat et la volonté populaire ; il justifie paradoxalement la Constitution gaullienne qui a rendu possibles jusqu'aux premières années mitterrandiennes les transformations nécessaires – par exemple la sortie du commandement intégré de l'Otan en 1966 et les nationalisations de 1982.



Le projet nationaliste de Marine Le Pen pose un problème inédit : pour que la candidate légalement élue parvienne à construire sa légitimité présidentielle, il lui faut passer du jeu agressif sur l'identité et la différence ethnicisantes à la dialectique politique de l'unité et de la diversité. Voilà qui compliquerait gravement la tâche de la présidence, qui doit classiquement chercher à incarner l'unité nationale après avoir cultivé les divisions.

Pour remplir les charges énoncées dans l'article 5, le président de la République doit être le moteur d'un rassemblement permettant la victoire aux législatives des partis qui constitueront la majorité parlementaire et permettront la formation d'un gouvernement. Cette politique de rassemblement doit être au moins esquissée pendant la campagne présidentielle par chacun des trois candidats s'il veut donner force et crédibilité à son projet. Qu'en est-il ?

Nicolas Dupont Aignan est acquis au rassemblement mais il n'est pas encore parvenu à se faire reconnaître comme rassembleur possible. Il le veut. Le peut-il ?

Jean-Luc Mélenchon est capable de rassembler à gauche mais il lui faut aussi rassembler au-delà de la gauche, contre son extrême-gauche s'il propose aux Français de rétablir la souveraineté nationale par la destruction de l'euro. Il le peut. Le veut-il ?

Marine Le Pen aurait à rassembler à droite et au-delà de la droite, contre son extrême droite. Le fait est qu'elle déchaîne des passions radicalement opposées et qu'elle ne contrôle pas les imaginaires qui se mobilisent contre elle ou pour elle.

Ces trois trajectoires peuvent se recouper en certains points mais elles ne peuvent pas se rejoindre. Quant à la politique de rassemblement, les trois candidats sont en concurrence et cultivent les ambiguïtés qui conviennent aux tacticiens, non aux stratèges.

Bertrand RENOUVIN

(1) Je reprendrai une autre fois les critiques que j'adresse sur ce point à Jacques Sapir. Cf. sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/frederic-lordon-jacques-sapir-et-lembrouille-souverainiste-chronique-83/>